

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205977]

30 AOUT 2017. — Arrêté ministériel octroyant une aide exceptionnelle aux producteurs wallons suite à la crise des œufs contaminés au Fipronil

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243 et D. 254, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles, les articles 5 et 7;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 août 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 août 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'urgence;

Considérant la reconnaissance par le Gouvernement wallon le 24 août 2017 de la crise des œufs contaminés au Fipronil comme événement exceptionnel;

Considérant que la fraude dont ont été victimes les éleveurs wallons les prive de rentrées tout en les obligeant à continuer à entretenir leurs outils et à nourrir leurs animaux, entraînant ainsi de graves difficultés de trésorerie pour ceux-ci;

Considérant qu'il y a lieu d'intervenir dans les plus brefs délais afin de les aider à faire face à la crise le temps que d'autres mesures puissent être mises en place,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par «l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 »: l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 relatif à l'octroi d'une aide aux exploitations agricoles visant à faire face à la baisse des prix des produits agricoles ou à des événements exceptionnels et à une aide à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles.

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'aide visée à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 est accordée aux agriculteurs qui apportent la preuve qu'ils sont ou ont été interdits de commercialiser les œufs produits en raison de la présence de Fipronil.

Elle prend la forme d'une subvention en capital dont le montant total ne peut dépasser 15.000 euros conformément aux prescrits du règlement n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Le montant de l'aide est déterminé en prenant en compte la valeur de la production saisie.

Art. 3. La demande d'aide est introduite par le demandeur au plus tard le 15 septembre 2017 auprès de l'organisme payeur.

Pour être recevable, la demande d'aide :

1° est introduite par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi via un formulaire établi par l'organisme payeur;

2° est accompagnée de tout document démontrant que le demandeur éprouve des difficultés de trésorerie.

Le formulaire de demande contient au minimum :

1° les nom et prénoms du producteur ou sa raison sociale et sa forme juridique, s'il s'agit d'une personne morale;

2° le numéro de producteur ou son numéro d'inscription à la Banque-carrefour des Entreprises, s'il s'agit d'une personne morale.

Le demandeur remplit et signe la déclaration de minimis telle que reprise en annexe.

L'organisme payeur peut demander au producteur les renseignements complémentaires et pièces qu'il juge nécessaires pour procéder à l'examen de la demande.

Art. 4. § 1^{er}. L'organisme payeur adresse au demandeur un accusé de réception du dossier dans les cinq jours ouvrables de la réception de la demande d'aide.

§ 2. En cas de dossier incomplet, l'organisme payeur envoie au demandeur un courrier précisant les renseignements et pièces complémentaires dont il souhaite prendre connaissance. Le demandeur dispose de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de ce courrier pour compléter son dossier. Si, au terme de ce délai, le dossier reste incomplet, la demande est rejetée.

Art. 5. L'organisme payeur notifie sa décision au demandeur dans les dix jours à compter de la réception des documents nécessaires au traitement du dossier.

Art. 6. Le montant défini dans l'arrêté ministériel d'octroi de subvention est déterminé en tenant compte des aides de minimis octroyées au bénéficiaire les trois années précédentes.

Art. 7. En cas de dédommagement ultérieur par une autre autorité ou par une décision judiciaire, le bénéficiaire rembourse les aides perçues.

Toutefois, le bénéficiaire peut faire valoir auprès de l'organisme payeur de nouvelles pièces justifiant que tous les dommages subis jusqu'au 30 juin 2018 n'ont pas été indemnisés. Dans ce cas, le bénéficiaire conserve les aides perçues.

Art. 8. Le bénéficiaire est tenu d'informer l'organisme payeur de tout dédommagement ultérieur octroyé dans les soixante jours suivant le paiement de l'aide matérialisé.

En cas de non-respect de l'alinéa 1^{er}, l'organisme payeur procède au recouvrement de l'entièreté de l'aide perçue en vertu du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa signature.

Namur, le 30 août 2017.

R. COLLIN

Annexe

Formulaire de déclaration sur l'honneur concernant les aides de minimis

Par la présente, le soussigné déclare qu'à l'entreprise citée ci-après :

SOIT

* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au.../...../..... (date de signature de cette déclaration) des aides de minimis préalables ont été allouées jusqu'à un montant total de..... euros.

Une copie des données démontrant l'allocation des aides de minimis est jointe à cette déclaration.

SOIT

* sur la période de 01/01/..... (l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration) jusqu'au.../...../..... (date de signature de cette déclaration) aucune aide de minimis n'a été allouée auparavant.

ET

* qu'aucune aide d'Etat n'est allouée pour les mêmes coûts éligibles en vertu d'un Règlement d'exemption par catégorie ou d'une décision adoptée par la Commission conduisant au dépassement du maximum des aides autorisées à ce titre si cumulée avec les aides « de minimis ».

nom d'entreprise....

numéro d'agriculteur....

nom et fonction....

adresse....

code postal et nom du lieu....

date signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 30 août 2017 octroyant une aide exceptionnelle aux producteurs wallons suite à la crise des œufs contaminés au Fipronil.

Namur, le 30 août 2017.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205977]

30. AUGUST 2017 — Ministerieller Erlass zur Gewährung einer Sonderbeihilfe an die wallonischen Erzeuger infolge der Krise der mit Fipronil kontaminierten Eier

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243 und D. 254 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe zur Bewältigung des Rückgangs der Preise für landwirtschaftliche Erzeugnisse oder außergewöhnlicher Ereignisse und einer Beihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse, Artikel 5 und 7;

Aufgrund der am 25. August 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. August 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Krise der mit Fipronil kontaminierten Eier am 24. August 2017 als außergewöhnliches Ereignis anerkannt hat;

In der Erwägung, dass der Betrug, denen die wallonischen Züchter zum Opfer gefallen sind, sie ihrer Einnahmen beraubt und sie zwingt, weiterhin ihr Material instand zu halten und ihre Tiere zu füttern, wodurch ihnen umfangreiche Liquiditätsschwierigkeiten entstanden sind;

In der Erwägung, dass schnellstmöglich zu handeln ist, um sie bei der Krisenbewältigung so lange zu unterstützen, bis andere Maßnahmen eingeleitet werden können,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als "Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten der landwirtschaftlichen Betriebe zur Bewältigung des Rückgangs der Preise für landwirtschaftliche Erzeugnisse oder außergewöhnlicher Ereignisse und einer Beihilfe für die Verarbeitung und Vermarktung landwirtschaftlicher Erzeugnisse.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Landwirten, die den Nachweis erbringen, dass ihnen das Inverkehrbringen der erzeugten Eier aufgrund des Vorhandenseins von Fipronil verboten wird oder wurde, die in Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2016 erwähnte Beihilfe gewährt.

Sie entspricht gemäß den Vorschriften der Verordnung Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor einer Kapitalsubvention, deren Gesamtbetrag 15.000 Euro nicht überschreiten darf.

Der Betrag der Beihilfe wird unter Berücksichtigung des Wertes der beschlagnahmten Produktion festgelegt.

Art. 3 - Der Antragsteller hat seinen Beihilfeantrag spätestens am 15. September 2017 bei der Zahlstelle einzureichen.

Als zulässig gilt der Antrag:

1° wenn er durch jedes Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, mittels eines von der Zahlstelle erstellten Formulars eingereicht wird;

2° wenn ihm jedes Dokument beigelegt wird, durch das nachgewiesen wird, dass sich der Antragsteller in finanziellen Schwierigkeiten befindet.

Das Antragsformular umfasst mindestens:

1° den Namen und die Vornamen des Erzeugers oder seinen Gesellschaftszweck und seine Rechtsform, falls es sich um eine juristische Person handelt;

2° die Erzeugernummer des Erzeugers oder seine Eintragungsnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, falls es sich um eine juristische Person handelt.

Der Antragsteller füllt die im Anhang beigelegte De-minimis-Erklärung aus und unterzeichnet sie.

Die Zahlstelle kann den Erzeuger auffordern, alle zusätzlichen Auskünfte und Schriftstücke zu übermitteln, die sie zur Prüfung des Antrags als notwendig erachtet.

Art. 4 - § 1. Die Zahlstelle übermittelt dem Antragsteller innerhalb von fünf Tagen ab dem Erhalt des Beihilfeantrags eine Empfangsbestätigung der Akte.

§ 2. Ist die Akte unvollständig, übermittelt die Zahlstelle dem Antragsteller ein Schreiben, in dem sie die Auskünfte und zusätzlichen Schriftstücke, die sie zur Kenntnis nehmen möchte, anführt. Der Antragsteller verfügt über fünf Werkzeuge ab dem Datum der Einsendung dieses Schreibens, um seine Akte zu vervollständigen. Ist die Akte nach Ablauf dieser Frist nicht vollständig, wird der Antrag abgewiesen.

Art. 5 - Die Zahlstelle stellt dem Antragsteller innerhalb von zehn Tagen ab dem Erhalt der zur Bearbeitung der Akte notwendigen Dokumente ihren Beschluss zu.

Art. 6 - Der in dem Ministeriellen Erlass zur Gewährung der Subvention festgesetzte Betrag wird unter Berücksichtigung der dem Empfangsberechtigten während der drei vorhergehenden Jahre gewährten De-minimis-Beihilfen festgelegt.

Art. 7 - Im Falle einer späteren Entschädigung durch eine andere Behörde oder durch Gerichtsbeschluss erstattet der Beihilfeempfänger die ihm gezahlten Beihilfen.

Der Beihilfeempfänger kann jedoch bei der Zahlstelle neue Schriftstücke geltend machen, durch die nachgewiesen wird, dass nicht für alle Schäden, die bis zum 30. Juni 2018 entstanden sind, eine Entschädigung gewährt wurde. In diesem Fall behält der Beihilfeempfänger die erhaltenen Beihilfen.

Art. 8 - Der Beihilfeempfänger ist verpflichtet, die Zahlstelle innerhalb von sechzig Tagen nach der erfolgten Auszahlung der Beihilfe von jeder späteren Entschädigung in Kenntnis zu setzen.

Bei Nichteinhaltung von Absatz 1 nimmt die Zahlstelle die Beitreibung der gesamten auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses erhaltenen Beihilfe vor.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 30. August 2017

R. COLLIN

Anhang

Formular für die ehrenwörtliche Erklärung betreffend die De-minimis-Beihilfen

Hiermit erklärt der Unterzeichnete, dass dem nachstehenden Unternehmen:

ENTWEDER

* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem..../...../..... (Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher De-minimis-Beihilfen bis zu einem Gesamtbetrag von..... Euro gewährt worden sind.

Eine Abschrift der Angaben zum Nachweis der Gewährung der De-minimis-Beihilfen ist dieser Erklärung beizufügen.

ODER

* während des Zeitraums zwischen 01/01/..... (das Jahr zwei Jahre vor dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) und dem..../...../..... Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorher keine De-minimis-Beihilfe gewährt worden ist.

UND

* dass für dieselben, aufgrund einer Gruppenfreistellungsverordnung oder eines von der Kommission verabschiedeten Beschlusses beihilfefähigen Kosten keine staatliche Beihilfe gewährt wird, die zusammen mit den De-minimis-Beihilfen zu einer Überschreitung der als Beihilfen zugelassenen Höchstbeträge führt.

Bezeichnung des Unternehmens....

Landwirtschaftliche Betriebsnummer....

Name und Eigenschaft....

Anschrift....

Postleitzahl und Ortsname....

Datum Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 30. August 2017 zur Gewährung einer Sonderbeihilfe an die wallonischen Erzeuger infolge der Krise der mit Fipronil kontaminierten Eier als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 30. August 2017

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205977]

30 AUGUSTUS 2017. — Ministerieel besluit tot toekenning van een uitzonderlijke steun aan de Waalse producenten ten gevolge van de crisis rond de met Fipronil besmette eieren

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D. 4, D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242, D.243 en D. 254, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de toekenning van steun aan de landbouwbedrijven om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke gebeurtenissen en een steun voor de verwerking en de verkoop van landbouwproducten, de artikelen 5 en 7;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 augustus 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2017;

Gelet op het rapport opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering op 24 augustus 2017 de crisis rond de met Fipronil besmette eieren als uitzonderlijk gebeurtenis heeft erkend;

Overwegende dat wegens de fraude waarvan ze het slachtoffer zijn geworden, de Waalse fokkers financiële inkomsten derven, terwijl ze verplicht zijn hun werktuigen verder te onderhouden en hun dieren te voeden, wat zware financiële problemen voor hen als gevolg heeft;

Overwegende dat er reden is om zo spoedig mogelijk tegemoet te komen om hen te helpen de crisis het hoofd te bieden voordat andere maatregelen getroffen kunnen worden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016": het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 betreffende de toekenning van steun aan de landbouwbedrijven om het hoofd te bieden aan de daling van de prijzen van de landbouwproducten of aan uitzonderlijke gebeurtenissen en een steun voor de verwerking en de afzet van landbouwproducten.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt de in artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 bedoelde steun verleend aan de landbouwers die kunnen bewijzen dat het hen verboden wordt of is de geproduceerde eieren wegens de aanwezigheid van Fipronil te verhandelen.

Ze wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie waarvan het totaalbedrag niet hoger mag zijn dan 15.000 euro overeenkomstig de bepalingen van Verordening nr.1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun in de landbouwsector.

Het bedrag van de steun wordt bepaald met inachtneming van de waarde van de in beslag genomen productie.

Art. 3. De steunaanvraag wordt uiterlijk 15 september 2017 door de aanvrager bij het betaalorgaan ingediend.

Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag :

1° bij elk middel ingediend worden dat een vaste datum verleent aan de verzending, via het formulier opgesteld door het betaalorgaan;

2° van elk document vergezeld gaan, waarbij wordt bewezen dat de aanvrager financiële problemen heeft.

Het aanvraagformulier vermeldt minstens :

1° de naam en voornamen van de producent, of zijn firma en zijn rechtsvorm als het om een rechtspersoon gaat;

2° het producentennummer of zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank der Ondernemingen, als het gaat om een rechtspersoon.

De aanvrager vult in en ondertekent de minimisverklaring zoals opgenomen in bijlage.

Het betaalorgaan kan de producent verzoeken om de aanvullende gegevens en de stukken die het nuttig acht voor het onderzoek van de aanvraag.

Art. 4. § 1. Het betaalorgaan richt een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager binnen vijf werkdagen na ontvangst van de steunaanvraag.

§ 2. Indien het dossier onvolledig is, stuurt het betaalorgaan een schrijven aan de aanvrager om hem te wijzen op de bijkomende gegevens en stukken waarvan het wenst kennis te nemen. De aanvrager beschikt over vijf werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van het schrijven, om zijn dossier aan te vullen. Als het dossier na afloop van die termijn nog steeds onvolledig is, wordt de aanvraag verworpen.

Art. 5. Het betaalorgaan deelt zijn beslissing aan de aanvrager mee binnen tien dagen na ontvangst van de documenten die noodzakelijk zijn voor de behandeling van het dossier.

Art. 6. Het bedrag bepaald in het ministerieel besluit tot toekenning van de subsidie wordt vastgelegd met inachtneming van de minimissteun die tijdens de drie vorige jaren aan de begunstigde is toegekend.

Art. 7. In geval van latere schadeloosstelling door een andere overheid of bij een gerechtelijke beslissing betaalt de begunstigde de ontvangen steun terug.

De begunstigde kan nochtans nieuwe stukken bij het betaalorgaan laten gelden, waarbij wordt bewezen dat alle tot 30 juni 2018 geleden schade niet vergoed is. In dit geval behoudt de begunstigde de ontvangen steun.

Art. 8. De begunstigde moet het betaalorgaan op de hoogte brengen van elke latere schadeloosstelling toegekend binnen zestig dagen na de gematerialiseerde betaling van de steun.

Indien het eerste lid niet nageleefd wordt, gaat het betaalorgaan tot de invordering van het geheel van de ontvangen steun krachtens dit besluit over.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de datum van ondertekening ervan.

Namen, 30 augustus 2017.

R. COLLIN

BIJLAGE

Formulier voor de verklaring op eer over de-minimissteun

Hierbij verklaart ondergetekende, dat aan de hierna genoemde onderneming

OFWEL

* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot.../...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) eerdere de minimissteun is toegekend tot een totaal bedrag van..... euro.

Een kopie van gegevens waaruit het verlenen van de minimissteun blijkt, wordt toegevoegd aan deze verklaring.

OFWEL

* over de periode van 01/01/..... (jaartal twee jaren gelegen vóór de datum van ondertekening van deze verklaring) tot.../...../..... (datum van ondertekening van deze verklaring) niet eerder de minimissteun is verleend.

EN

* niet reeds voor dezelfde in aanmerking komende kosten staatssteun is verleend op grond van een groepsvrijstellingsverordening of een besluit van de Europese Commissie, indien door de de-minimissteun het maximum van de uit dien hoofde toegestane steun zou worden overschreden.

bedrijfsnaam....

landbouwersnummer...

naam en functie.

Adres :

postcode en plaatsnaam...

datum handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 30 augustus 2017 tot toekenning van een uitzonderlijke steun aan de Waalse producenten ten gevolge van de crisis rond de met Fipronil besmette eieren.

Namen, 30 augustus 2017.

R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/13828]

Tombola. — Autorisation

Par arrêté royal du 15 novembre 2017 pris en vertu de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, la fondation d'utilité publique « Fondation contre le Cancer » à Bruxelles est autorisée à organiser une opération de tombola, dans tout le pays, du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2019 inclus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/13828]

Tombola. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 15 november 2017 genomen krachtens de wet van 31 december 1851, op de loterijen, is vergunning verleend aan de stichting van openbaar nut « Stichting tegen Kanker » te Brussel om van 1 maart 2018 tot en met 28 februari 2019 in het gehele land een tombolaoperatie te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/31530]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 3 septembre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Sylvie DE WANNEMAËKER, attaché auprès du Service public fédéral Finances, y est nommée dans la classe A3 – conseiller.

Par décision du Président du Comité de direction du 13 octobre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Sylvie DE WANNEMAËKER, conseiller, est désignée dans un emploi auprès du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la gestion. La résidence administrative de l'intéressée est Bruxelles-services centraux.

Par arrêté royal du 3 septembre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Ingrid J.R. GALLE, attaché auprès du Service public fédéral Finances, y est nommée dans la classe A3 – conseiller.

Par décision du Président du Comité de direction du 13 octobre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Ingrid J.R. GALLE, conseiller, est désignée dans un emploi auprès du Service d'encadrement Budget et Contrôle de la gestion. La résidence administrative de l'intéressée est Bruxelles-services centraux.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2017/31530]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 3 september 2017, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Sylvie DE WANNEMAËKER, attaché bij de FOD Financiën, er benoemd in de klasse A3 – adviseur.

Bij beslissing van de Voorzitter van het Directiecomité van 13 oktober 2017, die uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Sylvie DE WANNEMAËKER, adviseur, aangewezen in een betrekking bij de Stafdienst Begroting en Beheerscontrole. De administratieve standplaats van betrokkene is Brussel-centrale diensten.

Bij koninklijk besluit van 3 september 2017, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Ingrid J.R. GALLE, attaché bij de FOD Financiën, er benoemd in de klasse A3 – adviseur.

Bij beslissing van de Voorzitter van het Directiecomité van 13 oktober 2017, die uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Ingrid J.R. GALLE, adviseur, aangewezen in een betrekking bij de Stafdienst Begroting en Beheerscontrole. De administratieve standplaats van betrokkene is Brussel-centrale diensten.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/31532]

Personnel. — Nominations

Par arrêté royal du 3 septembre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Sophie M.D. MAQUET, attaché auprès du Service public fédéral Finances, y est nommée dans la classe A3 – conseiller.

Par décision du Président du Comité de direction du 13 octobre 2017, qui produit ses effets le 1^{er} octobre 2017, Madame Sophie M.D. MAQUET, conseiller, est désignée dans un emploi auprès de l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts. La résidence administrative de l'intéressée est Bruxelles-services extérieurs.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2017/31532]

Personeel. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 3 september 2017, dat uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Sophie M.D. MAQUET, attaché bij de FOD Financiën, er benoemd in de klasse A3 – adviseur.

Bij beslissing van de Voorzitter van het Directiecomité van 13 oktober 2017, die uitwerking heeft met ingang van 1 oktober 2017, wordt mevrouw Sophie M.D. MAQUET, adviseur, aangewezen in een betrekking bij de Algemene Administratie van de Bijzondere Belastinginspectie. De administratieve standplaats van betrokkene is Brussel-buitendiensten.